



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n°2026/ICPE/113 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
LES VOLAILLES DE SAINT-MARS - Vallons-de-l'Erdre**

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU les livres I et V du Code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 541-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010/ICPE/249 du 17 décembre 2010 notifié à la SAS Les Volailles de Saint-Mars située rue des Riantières, en zone industrielle, à VALLONS-DE-L'ERDRE (44540) ;

VU le rapport n°2026-0717 en date du 27 février 2026 de la Direction Départementale de la Protection et de la Population de Loire-Atlantique (DDPP 44) faisant suite à l'inspection réalisée le 23 février 2026 dans l'établissement LES VOLAILLES DE SAINT MARS implanté rue des Riantières 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE (SAINT-MARS-LA-JAILLE) et portant sur le contrôle du respect des prescriptions réglementaires de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier du 27 février 2026 de la direction départementale de la protection des populations (DDPP), invitant l'exploitant à formuler ses remarques sous 15 jours sur ce rapport et sur le projet de mise en demeure, conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que le dysfonctionnement et/ou l'absence de maîtrise des conditions de fonctionnement d'une installation de refroidissement de type « évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air » (tour aéroréfrigérante) relevant de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées et de la protection de l'environnement peut avoir un impact sur la santé des personnes présentes sur le site de l'établissement et des riverains en lien avec le risque légionellose (*legionella pneumophyla*).

CONSIDÉRANT que dans le rapport n°2026-0717 en date du 27 février 2026 fait état de plusieurs non-conformités majeures par le non-respect de prescriptions réglementaires visées à l'annexe I – point 3.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, à savoir :

– l'absence d'un document désignant nommément les différents responsables (personnes physiques et morales) de la surveillance de la tour aéroréfrigérante en fonctionnement ;

– l'absence de renouvellement périodique, a minima tous les 5 ans, d'une formation par le personnel chargé en interne de la surveillance de la tour aéroréfrigérante ;

CONSIDÉRANT que le rapport n°2026-0717 en date du 27 février 2026 fait état de plusieurs non-conformités majeures par le non-respect de prescriptions réglementaires visées à l'annexe I – point 3.7-I-1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, à savoir :

– l'absence d'élément de description de l'installation et de son schéma de principe ;

- l'absence d'une analyse méthodique des risques (AMR) mise à jour et datant de moins de 2 ans, prenant en compte les différentes situations de fonctionnement et de configurations hydrauliques de l'installation et la liste des facteurs de risque propres à celle-ci ;
- le non-respect du plan d'entretien de l'installation en ne respectant pas la fréquence annuelle du nettoyage de la tour aéroréfrigérante (dernière intervention en date du 17 janvier 2025 comme mentionné dans le rapport de la société IGNEAIR de février 2025) ;
- la non présentation de la procédure de stratégie de traitement préventif de l'installation avec la liste et la définition des indicateurs de suivi des valeurs cibles et d'alerte ;
- la non présentation de procédures spécifiques (à jour), notamment : procédure d'arrêt et redémarrage de l'installation, procédure de gestion de l'installation en cas de dépassement des concentrations en légionelles (*legionella pneumophyla*), procédure de nettoyage annuel de l'installation, la procédure de justification de l'emploi en continu de biocide non oxydant ;

CONSIDÉRANT que le rapport n°2026-0717 en date du 27 février 2026 fait état de non-conformités majeures par le non-respect de prescriptions réglementaires visées à l'annexe I – point 3.7-I-2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sur la dégradation structurelle et le mauvais état des surfaces de la tour aéroréfrigérante comme l'indique le rapport de nettoyage annuel de l'installation en date de février 2025 par la société IGNEAIR, qui conclut que la tour aéroréfrigérante est fortement corrodée (anomalie déjà constatée et signalée les années précédentes) et préconise le remplacement de l'installation qui devient dangereuse ;

CONSIDÉRANT que le rapport n°2026-0717 en date du 27 février 2026 fait état de non-conformités majeures par le non-respect de prescriptions réglementaires visées à l'annexe I – point 4.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 par l'absence d'équipement individuels de protection (EPI) pour les visiteurs ou les personnes intervenant sur l'installation et l'absence de panneau à proximité de la tour aéroréfrigérante informant l'obligation du port des EPI et le risque à l'exposition aux légionelles ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 et L. 541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LES VOLAILLES DE SAINT-MARS, située rue des Riantières, 44 540 VALLONS-DE-L'ERDRE de respecter les prescriptions réglementaires susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La SAS LES VOLAILLES DE SAINT-MARS, abattoir de volailles, sise rue des Riantières, 44 540 VALLONS-DE-L'ERDRE, exploitée par M. EMSALEM Michel, est mise en demeure, **dans un délai de 7 jours** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, de prendre les mesures suivantes :

- la mise à disposition sur le site d'exploitation d'équipements de protection individuelle (EPI) à disposition des visiteurs et des personnes extérieures intervenant sur l'installation de la tour aéroréfrigérante ou à proximité ;
- à proximité de la tour aéroréfrigérante, l'affichage d'un panneau signalant l'obligation du port des EPI (masque notamment) et l'information liée au risque à l'exposition aux légionelles.

Article 2 : La SAS LES VOLAILLES DE SAINT-MARS, abattoir de volailles, sise rue des Riantières, 44 540 VALLONS-DE-L'ERDRE, exploitée par M. EMSALEM Michel, est mise en demeure, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, de prendre les mesures suivantes :

- la rédaction actualisée de l'AMR (Analyse Méthodique des Risques) prenant en compte les différentes situations de fonctionnement et de configurations hydrauliques de l'installation et la liste des facteurs de risque propres à celle-ci ;
- la description complète et actualisée de l'installation et de son schéma de principe ;
- l'actualisation de la procédure de stratégie de traitement préventif de l'installation avec la liste et la définition des indicateurs avec le suivi et des valeurs cibles ;
- l'actualisation du plan d'entretien de la tour aéroréfrigérante ;
- la rédaction actualisée de procédures spécifiques, notamment : procédure d'arrêt et redémarrage de l'installation, gestion de l'installation en cas de dépassement des concentrations en légionelles (*legionella pneumophyla*), procédure de nettoyage annuel de l'installation, la procédure de justification de l'emploi en continu de biocide non oxydant ;

- la tenue à jour du carnet de suivi des mesures d'entretien préventif et du plan de surveillance ;
- la réalisation du nettoyage annuel de la tour aéroréfrigérante.

Article 3 : La SAS LES VOLAILLES DE SAINT-MARS, abattoir de volailles, sise rue des Riantières, 44 540 VALLONS-DE-L'ERDRE, exploitée par M. EMSALEM Michel, est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, de prendre les mesures suivantes :

- le démontage de la tour aéro réfrigérante actuellement en fonctionnement et dangereuse avec l'arrêt définitif de l'emploi du fluide frigorigène fluoré R 22 pour son remplacement par une installation de refroidissement adaptée et conforme à la réglementation en vigueur (par l'installation soit d'une nouvelle tour aéroréfrigérante, soit d'un autre système de refroidissement) ;
- l'évacuation des déchets provenant de ces opérations vers des filières agréées, dans le respect règles en vigueur.

Article 4 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées des articles 1 à 3 dès leur réalisation.

Article 5 : Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Publicité

Le présent arrêté sera notifié à SAS LES VOLAILLES DE SAINT-MARS, à la mairie de VALLONS-DE-L'ERDRE et sera publié sur le site internet des installations classées <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>, ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant deux mois.

Article 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis, le maire de VALLONS-DE-L'ERDRE et la Directrice Départementale de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le **26 MARS 2026**

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis,


Marc MAKHLOUF

